

**THEME: DE LA CAMPAGNE
« BATIR DES COMMUNAUTES
RESILIENTES EN AFRIQUE**



PLAN

I- INTRODUCTION

II – CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA STRATEGIE 2005-2015

III- BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE EN AFRIQUE

IV- PERSPECTIVES

V- CONCLUSION



INTRODUCTION

Depuis la conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, tenue à Hyogo au Japon en Janvier 2005, un cadre d'action avait été développé et promulgué en vue de donner des orientations pour bâtir dans des communautés résilientes aux catastrophes sur les cinq continents pour la période 2005-2015.



INTRODUCTION (SUITE)

Si cette stratégie décennale soutenue par les Nations Unies à travers son outil UNISDR, a permis à des continents comme l'Asie et l'Australie de former des plateformes et de mener des actions concertées en vue de bâtir la capacité des communautés à résister ou à s'adapter aux aléas et de continuer à fonctionner convenablement avec des structures acceptables qu'en est il de l'Afrique ?



INTRODUCTION (FIN)

Quels constats fait-on au soir de la dixième et dernière année de la stratégie ?

Quels sont les enjeux de la résilience bâtie à l'échelle régionale ?

Quelles perspectives pour le « Berceau de l'Humanité ?



Contexte et justification de la stratégie 2005-2015

- Le cadre d'action de Hyogo fait suite à l'examen de la stratégie et du plan d'action de Yokohama pour un monde sur adopté en 1994.



Les conclusions de cet examen soulignent qu'il est important pour réduire les risques de catastrophe de s'attacher, selon une démarche vraiment anticipative;



Autrement dit, il s'agit d' informer et de mobiliser les populations et de les associer à tous les aspects de l'action menée dans les collectivités au sein desquelles elles vivent.



Elles soulignent aussi la modicité des crédits qui, dans les budgets de développement, sont affectés expressément à la réalisation des objectifs de réduction des risques, que ce soit au niveau national ou à l'échelon régional ou par le biais de mécanismes de coopération ou de financement internationaux.



Par ailleurs, elle note que que l'on pourrait beaucoup mieux exploiter les ressources disponibles pour réduire efficacement les risques de catastrophe et tirer un bien meilleur parti des méthodes éprouvées applicables à cet effet.



Des lacunes et des problèmes précis ont été relevés dans les cinq grands domaines suivants:

a) Gouvernance: cadre institutionnel, cadre législatif et cadre de politique générale;

b) Mise en évidence, évaluation et surveillance des risques et alerte rapide;

c) Gestion des connaissances et éducation;



d) Réduction des facteurs de risque sous-jacents;
e) Préparation de plans d'intervention et de relèvement efficaces.



De là, l'élaboration d'un cadre d'action pertinent pour la décennie 2005-2015 s'imposait et devrait s'articuler autour de ces grands axes ci-dessus cités.



La Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes:

Objectifs, résultat escompté et buts stratégiques



La Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes a été convoquée en application d'une décision de l'Assemblée générale des Nations Unies (Résolution 58/214 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 2003).



**Elle visait les objectifs
suivants:**



1- Conclure l'examen de la Stratégie de Yokohama et du Plan d'action correspondant en vue de mettre à jour le cadre directeur pour la prévention des catastrophes au XXIe siècle;



2- Définir concrètement les activités à entreprendre en vue d'assurer l'application des dispositions pertinentes du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable («Plan de mise en œuvre de Johannesburg») relatives à la vulnérabilité, à l'évaluation des risques et à la gestion des catastrophes;



3- Mettre en commun les pratiques les plus efficaces et les enseignements tirés de l'expérience pour contribuer à la prévention des catastrophes dans le contexte de la réalisation d'un développement durable, et recenser les lacunes et les difficultés rencontrées;



5- Mieux faire comprendre l'importance des politiques de prévention des catastrophes de manière à en faciliter et promouvoir la mise en œuvre;



6- Faire en sorte que les informations ayant trait aux catastrophes soient plus fiables et que, dans toutes les régions, le public et les organismes de gestion des catastrophes aient davantage accès aux informations appropriées, comme indiqué dans les dispositions pertinentes du Plan de mise en œuvre de Johannesburg.



Résultat escompté

- Au cours des 10 années suivantes, réduire de manière substantielle les pertes en vies humaines et les dommages subis par les collectivités et les pays sur les plans social, économique et environnemental à cause des catastrophes.



Pour parvenir à ce résultat, il faudra que tous les acteurs concernés, à savoir les gouvernements, les organisations régionales et internationales, la société civile – y compris les volontaires –, le secteur privé et la communauté scientifique, se mobilisent et interviennent activement.



Buts stratégiques

Pour parvenir au résultat susmentionné, la Conférence décide de se fixer les buts stratégiques suivants:



1- Tenir compte de façon plus efficace des risques de catastrophe dans les politiques, plans et programmes relatifs au développement durable à tous les échelons, en privilégiant la prévention, l'atténuation des effets, la préparation et la réduction de la vulnérabilité;



2- Mettre en place, à tous les niveaux, notamment au niveau des collectivités, des institutions, des mécanismes et capacités qui peuvent aider systématiquement à accroître la **RESILIENCE** face aux aléas, ou les renforcer s'ils existent déjà;



3- Envisager systématiquement la réduction des risques aux stades de la conception et de l'exécution des programmes destinés à aider les collectivités frappées par une catastrophe à se préparer aux situations d'urgence, à y faire face et à se relever.



Priorités pour la décennie 2005-2015

Pour décider des mesures à prendre afin de parvenir au résultat escompté et d'atteindre les buts stratégiques fixés, la Conférence réaffirme qu'il sera tenu compte des considérations générales suivantes:



1. Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide;



2. Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte rapide;



3. Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux;



4. Réduire les facteurs de risque sous-jacents

Les risques de catastrophe liés à l'évolution des conditions sociales, économiques et environnementales ainsi qu'au changement d'affectation des terres, et les conséquences des aléas liés aux phénomènes géologiques, météorologiques et hydrologiques, à la variabilité du climat.

5- Renforcer la préparation en prévision des catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent;



BILAN

La campagne tacite lancée par la conférence mondiale en 2005 sera pris en charge par la Stratégie internationale de Réduction des catastrophes des Nations Unies (UNISDR) qui lancera des plateformes continentales en vue de soutenir l'initiative.



En Afrique, l'Union Africaine, en février 2013, consciente du fait que les catastrophes sont susceptibles d'hypothéquer les acquis du développement appelle les Etats africains à la mise en œuvre de cette stratégie qui consiste à bâtir des communautés résilientes.



De là, le Berceau de l'humanité qui présente pourtant une forte vulnérabilité face aux aléas, a accusé un retard dans la mise en œuvre de cette campagne. A la différence de l'Asie, l'Afrique a trainé les pas encore une fois.



Le retard dans la préparation
aux catastrophes est
CATASTROPHIQUE!



PERSPECTIVES

Il est évident que l'Afrique a manqué le rendez vous du Plan d'action Hyogo I, une grande opportunité pour bâtir la Résilience à la base et se prémunir contre les multiples aléas.



Cependant, une seconde opportunité se profile à l'horizon: Hyogo II.

A cette occasion la cinquième plateforme s'est tenue à Abuja en Avril 2014 pour préparer la contribution africaine.



CONCLUSION

Le bilan de l'Afrique aurait été plus médiocre si la société civile ne fut pas active à la base pour développer des pratiques de résiliences endogènes au niveau local.



L'Union africaine gagnerait à être plus pragmatique à l'instar de l'ASEAN si sa volonté de bâtir une Afrique émergente est sincère. Car les beaux plans et les belles intentions ne sauraient impulser le développement ni prémunir ses acquis des catastrophes.



L'Afrique a encore une seconde chance qu'elle ne devrait nullement se permettre de rater. Si le Berceau de l'humanité manque encore ce rendez-vous on pourrait s'indigner avec KI-ZERBO « A quand l'Afrique? »

